

n°382 Septembre 2014 2€50

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

Le Roi du stand-up

(et son sketch vedette qui se bonifie avec le temps)

*Mon adversaire,
c'est le monde de
la finance !!!*



Colloghan

ÉDITO

Libéraux décomplexés

Revenir sur l'accumulation de mesures et propos illustrant l'orientation libérale du duo Hollande-Valls serait fastidieux. La mise en ordre du PS français, dans le sillage des Blair, Schröder, Zapatero, ne fait plus aucun doute. Mais la riposte massive qu'une telle orientation nécessite tarde à se construire. Un des facteurs de l'atonie sociale est sans doute la méthode suivie par le pouvoir, en définitive pas si différente de celle pratiquée précédemment par la Droite : une accumulation de mesures qui détricotent les solidarités, remettent en cause la protection sociale, accentuent la précarisation. Un processus plus qu'un affrontement central comme ceux vécus en Grèce, Espagne, Portugal. Déception, colère se mêlent donc, mais le niveau de mobilisation reste faible.

L'autre donnée majeure est la nouvelle «tripolarisation» du champ électoral, entre droite, PS et Front National. Que le seul argument qui reste au pouvoir soit le danger lepéniste n'est pas une surprise. L'interrogation porte davantage sur les moyens de casser la dynamique qui installe l'extrême droite comme point de rencontre des peurs identitaires

comme d'une partie des colères sociales. Sans le terreau des mobilisations qui, elles, permettent de dévoiler le projet et le rôle réel du FN, la bataille s'annonce difficile.

Dans cette conjoncture, les prises de distance avec l'orientation Valls-Hollande au sein du PS et d'EELV ne sont pas à négliger. La crise au sein du PS renvoie pour l'essentiel au sursaut de militantEs et éluEs qui n'entendent pas renoncer à l'héritage social-démocrate face au nouveau cours libéral. Mais, même si le retour au Hollande de 2012 n'est pas notre horizon, ce sursaut permet au moins de contrecarrer quelque peu le rouleau compresseur de la résignation.

Faiblesse des mobilisations, qui n'exclut pas des poches de résistance et des gisements d'alternatives dans quelques entreprises et territoires, divisions et démoralisation au sein de notre camp social et politique, la perspective est incertaine. Faire vivre les débats, construire les propositions alternatives, ne laisser isolée aucune mobilisation : telles sont les priorités de l'heure. ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

Congrès des Alternatifs

samedi 20 et dimanche 21 septembre :

**Lancement du débat du congrès lors
de la Coordination des Alternatifs,**

40, rue de Malte Paris 11^e

samedi 13 et dimanche 14 décembre :

Congrès

AGECA Paris



LE DEVELOPPEMENT DE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE REPOSE SUR L'ENGAGEMENT DES ADHÉRENT/ES ET DES SYMPATHISANT/ES DES ALTERNATIFS COMME SUR L'AUGMENTATION DU NOMBRE D'ABONNEMENTS. DE NOMBREUX ABONNEMENTS À ROUGE & VERT SONT UN ENCOURAGEMENT À RENFORCER NOTRE ACTIVITÉ, ET NOUS EN DONNENT LES MOYENS. NOUS COMPTONS SUR TOUS

Rouge & Vert

Je m'abonne!

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

☐ Je m'abonne à «Rouge et Vert» et à la «Lettre des élu-e-s»

☐ Je rejoins les Alternatifs en 2013

Ci-joint chèque de 50 euros à
à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :
Les ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris

40, rue de Malte 75011 Paris
tel. 01 43 57 44 80

Courriel : contact@alternatifs.org
fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n°1018 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

Ont participé à ce numéro :
Jean-Jacques BOISLAROUSSIE,
Julien DOUILLARD, Jacques
FONTAINE, Arthur LEDUC, Nathalie
MARCU, Rémy QUERBOUËT, Yvette
ROSSIGNOM, Claude ROSSIGNOL,
Edouard RYCKEBOER, Patrick SAURIN,
François SITEL, Alain TOULERON, Claude
VANCOUR, Alain VÉRONÈSE et Roger
WINTERHALTER

Corrections : Daniel ROMET

Édité par la SARL SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R. Mérieux

imprimé par Expressions II :
01 43 58 26 26

WWW.ALTERNATIFS.ORG

L'inconnue sociale

Mécontentement, inquiétude, colère, désespoir aussi, la rentrée sociale s'est ouverte sous de sombres auspices. Et plus aucun salarié ne considère que l'espoir peut venir de "l'agenda social resserré" mis au point par le gouvernement, dans la continuité du Pacte de responsabilité et ses 50 milliards de cadeau au patronat.

« La confiance entre gouvernement et salariés est rompue » écrit, justement, Jean-Claude Mailly (FO Hebdo, 10 septembre), mais « au même moment, dans le pays, le désespoir l'emporte sur l'espoir de pouvoir vivre mieux demain, de retrouver le chemin du progrès, du développement et de l'emploi » analyse, tout aussi lucidement, la CGT. (L'entreprise appartient aussi aux salariés, 4 septembre).

« Il n'y a aucune raison qu'un gouvernement aussi impopulaire puisse continuer la même politique » affirme l'Union syndicale Solidaires, interrogeant « jusqu'à quand les capitalistes vont-ils se gaver ? ». La CGT ne dit pas autre chose : « pendant combien de temps encore le pouvoir politique va-t-il repasser les plats au patronat et aux actionnaires déjà gavés ? Jusqu'où vont-ils aller ? », avant de poser LA question décisive : « comment s'en sortir ? ».

A ce stade constatons que les réponses de la première confédération syndicale (« Prenons nous-mêmes nos affaires en main ! Choisissons de ne pas subir mais de nous unir ! ») comme celles de Solidaires (« seul un vaste mouvement rassemblant les salarié-e-s de tous les secteurs, du privé et du public, les chômeurs-ses, les retraité-e-s, les jeunes permettra d'inverser le rapport de force actuellement favorable au patronat »), pour correctes qu'elles soient, restent largement incantatoires, quand il faudrait un véritable plan de mobilisation unitaire et interprofessionnel contre l'austérité et la régression sociale annoncée par Valls.

« Les annonces gouvernementales, soutenues par le patronat, sur les seuils sociaux ou le travail dominical sont des provocations et des preuves d'une soumission aux marchés financiers », indique Mailly, Solidaires ajoutant la « remise en cause du financement de la Sécurité Sociale et des 35 h, l'augmentation de la TVA et la mise en cause du CDI » et la CGT rappelant qu'en « France, au deuxième trimestre 2014, la part des dividendes versés aux actionnaires a augmenté de 30% ». Quel salarié pourrait ne pas partager de tels constats ? C'est dire que la base d'un front syndical commun, réunissant au moins les quatre syndicats qui ont refusé de s'associer au Pacte de responsabilité – CGT, FO, FSU, Solidaires

– paraît acquise pour peu que la volonté de le construire et de le concrétiser en revendications immédiates soit présente. Ce serait à l'évidence un atout majeur pour remobiliser notre camp social et pour que l'espoir change (enfin) de camp.

Ce front syndical commun doit sans attendre s'affirmer dans les luttes locales et sectorielles qui existent dans tout le pays, notamment contre les fermetures d'entreprises et les plans de licenciements. Dans ces luttes, la colère ouvrière n'est jamais loin, comme viennent récemment de le montrer les salariés de la Seita Carquefou (44) dont l'entreprise est menacée de délocalisation en Pologne aux premiers jours de 2015, avec 327 licenciements à la clé. Ces explosions collectives de colère sont salutaires, comme le sont les tentatives de reprise par les ouvriers eux-

mêmes des entreprises menacées de fermeture ou frappées par des plans de licenciements, car elles contribuent à ébrécher la morosité ambiante et à montrer que patronat et gouvernement ne craignent rien de plus que la mobilisation sociale.

C'est dire aussi que les gauches syndicales doivent, en s'appuyant sur les secteurs et entreprises les plus mobilisés, travailler à ne pas rester enfermées dans les traditionnelles "journées d'action avec grève et manifestations" en inventant de nouvelles formes de convergences des luttes sociales. Ce sera au moins partiellement le cas le mardi 23 septembre prochain avec la manifestation nationale devant le ministère de la Santé à l'appel de la convergence des hôpitaux en lutte contre l'Hôstérité, en défense de l'hôpital public. ■

Julien DOUILLARD

Billet d'humeur

Trop c'est trop : il est temps de montrer les crocs !

Le président racontait des salades à l'éphémère Première Dame.

Leur relation tourna au vinaigre. En tirant à 200 000, la dame écrivaine fort marrie, met de l'huile sur le feu. Peu nous chaut le cuisine concubine, nous importent davantage les trahisons politiques, le mensonge, les infidélités, sociales, (im)morales. Menteur impénitent le président, c'est Arnaud Montebourg, qui l'ayant pratiqué – après avoir été viré – le dénonce en ces termes. Hypocrite, de plus, le quidam – dans les banlieues prolétariennes, où l'on cause la langue verte, saine et populaire, on le dit faux-cul le François. Vrai, que la jactance du Bourget, où le candidat, panache au vent, guerroyait contre son ennemi la Finance, ... avait de la gueule. Sale gueule.

Nous le savons maintenant, ce n'était que spectacle, mensonge à l'usage des électeurs, cirque électoral.

Est-ce pour assainir les finances publiques, garnir l'escarcelle des 6 millions de chômeurs, abonder en la sébile du nombre croissant des sustentés au Rma, garantir l'accès aux soins (dentaires) que Monsieur Emmanuel Macron qui, chez Rothschild officia et s'enrichit, est recruté pour acter, accélérer la mise en œuvre de la « théorie de l'offre » ? Surprenant. Nous attendons les arguments confortant la thèse – audacieuse.

N'ayant point approché le marketing à HEC – grande école où vont se former les jeunes loups aux dents longues – nous subodorons que les banquiers, fins renards rusés, savent plumer la volaille, ... en cotisant – pour l'image – à la SPA. Les œuvres sociales du PS au socialisme perdu ? Le changement... quand les poules auront des dents ? Une autre dame, conseillère économique dans les coulisses de l'Elysée gagne à être connue. Laurence Boone, banquière dans un établissement sérieux, transnational au max : Bank of America.

Dame patronnesse, Laurence (la Bank of Ame-

rica) aidait les pauvres à acheter leur bicoque. Mouais... les subprimes, nous le savons maintenant, n'étaient que périlleux montages, fragiles, algorithmes cyniques, échafaudages branlants d'où chutèrent sur les trottoirs les (ex)propriétaires SDF. Trop énorme l'arnaque, cette banque vient d'être sanctionnée par la justice américaine par une amende de 16 millions de dollars. C'est bien ! De façon générale, on peut douter de l'altruisme de la banque Rothschild et du dévouement généreux de l'américaine Elyséenne....

Nous connaissons le dicton populaire : « menteur comme un arracheur de dents », le Président, qui n'est pas dentiste, après avoir éradiqué le socialisme du PS, fait de bons mots sur les « sans dents », petite vanne d'après libations ? Peu importe l'exactitude et les circonstances du trait d'esprit, l'expression ressentie méprisante, par le buzz amplifiée, provoque un malaise chez les laissés pour compte, une révolte chez les édentés et les endettés de France et de Navarre. Qui se ressemble, s'assemble... Dans l'équipe hollandaise, en quelques mois, on a vu passer (rapidement) rien de moins que deux ministres menteurs-fraudeurs. Méfaits, qui font mauvais effet...

La privatisation de la sécu, les tarifs onéreux des mutuelles mercantiles, excluent des soins nombre de nos concitoyens. Notamment les 8 millions de retraités dont les pensions sont inférieures à 1 200 euros mensuels. Plus jeunes et encore fringants, les étudiants et précaires, n'ont guère pour la plupart l'espoir de bénéficier des privilèges économiques, sociaux et médicaux des Monarques républicains.

Les vieux avec prothèses dentaires aiguisées (envoyer la facture à l'Elysée), les jeunes avec dentition étincelante et de rage grinçante, il nous faut dire et scander : Trop, c'est trop, il est temps de montrer les crocs ! ■

Alain VÉRONÈSE

Rebsamen contrôle les chômeurs... Nous avons contrôlé Rebsamen !

Après avoir préconisé en mai dernier un moratoire sur les seuils sociaux, seuils considérés par les patrons comme des « freins à l'embauche », François Rebsamen, ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social, vient de s'illustrer une nouvelle fois en demandant à Pôle emploi « de renforcer les contrôles pour être sûr que les gens cherchent bien un emploi ». En clair, il y aurait des chômeurs qui abusent, profitent et contribuent à creuser le déficit du pays. Et le ministre de réclamer « un état d'esprit différent » se traduisant par « des convocations, des vérifications, [...] sinon on est radié ».

Ainsi, la préoccupation du ministre n'est pas de lutter contre le chômage et faire en sorte que des emplois soient proposés aux travailleurs qui en sont privés, mais de mettre l'accent sur le contrôle des chômeurs et sur la sanction le cas échéant. Les propos tenus par François Rebsamen sont tout à la fois scandaleux, malhonnêtes et déplacés au vu de l'absence d'exemplarité dont fait preuve l'intéressé comme nous allons le démontrer dans les lignes qui suivent.

Ces propos sont scandaleux car, singeant ceux de la droite et de Nicolas Sarkozy, ils jettent l'opprobre sur plus de 6 millions de personnes inscrites à Pôle emploi auxquelles il faut ajouter celles qui ne touchent aucune aide de la part de l'État, soit du fait d'une radiation, soit parce qu'elles ne sont tout simplement pas inscrites à Pôle emploi. Ce type de critique essentialiste véhiculant le discours « *classes laborieuses, classes profiteuses* », cher à la droite et à l'extrême droite, en dit long sur l'état de délabrement du parti socialiste et de ses dirigeants.

La déclaration du ministre est également malhonnête, car en focalisant son attaque sur les travailleurs privés d'emploi il laisse penser que la fraude des chômeurs représente un coût considérable pour la collectivité, bien avant d'autres fraudes. Or la réalité est tout autre. Dans son rapport *Lutte contre la fraude, bilan 2012*, la délégation nationale à la lutte contre la fraude nous apprend que les montants de fraude détectée représentent 39,2

millions d'euros pour Pôle Emploi, sur un total de fraude détectée de 4,629 milliards d'euros. **Les « fraudes des chômeurs » ne représentent que 0,8 % des fraudes détectées**, alors que les fraudes fiscales constituent 79 % du total, sachant que le syndicat Solidaires finances publiques estime le manque à gagner du fait de la fraude et de l'évasion fiscales entre 60 et 80 milliards d'euros par an.

Rebsamen préfère faire les poches des chômeurs pour leur soutirer quelques euros que de s'attaquer à des Cahuzac, des évadés fiscaux et des sociétés qui domicilient des milliards en toute impunité dans les paradis fiscaux.

L'intervention de François Rebsamen en posture de donneur de leçons est tout simplement déplacée. Nous en voulons pour preuve la façon dont il a géré la ville de Dijon jusqu'à ce qu'il abandonne ses fonctions à l'occasion de sa nomination dans le gouvernement de Manuel Valls.

En effet, Dijon présente la particularité d'avoir une dette constituée à 45 % d'emprunts toxiques. Au 31 décembre 2012, sur un encours total de 214 millions d'euros, la ville avait une dette toxique de 97 millions d'euros. Les emprunts risqués de la collectivité au titre de ses trois budgets sont au moins au nombre de 30 (23 emprunts classés E et 7 emprunts classés F). Le risque se vérifie à travers le montant démesuré des soultes (les indemnités à régler pour dénouer les contrats). Pour preuve, l'état de la dette du compte administratif 2012 fait ressortir des coûts de sortie considérables.

Citons par exemple les trois prêts n° 200709-1, 200709-2 et 200804 souscrits auprès du Crédit Foncier de France qui présentent selon l'état de la dette 2012 un coût de sortie chiffré respectivement à 3 294 207,79 euros, 809 422,45 euros et 18 126 219,04 euros, des sommes plus de deux fois supérieures aux capitaux restant dûs de ces prêts qui s'élevaient respectivement à 1 369 684,17 euros, 336 546,20 euros et 7 536 620,90 euros ! Enfin, le risque est également attesté par les multiples instruments de couverture souscrits pour couvrir les risques attachés à certains contrats qui ont représenté un

coût net de 1 479 133,79 euros pour le budget principal et de 14 003,34 euros pour le budget stationnement, autant de charges s'ajoutant aux intérêts des emprunts. **Au vu de ce bilan catastrophique, un aussi piètre gestionnaire que Monsieur Rebsamen est illégitime pour faire la leçon à d'autres.**

Plus grave, bon nombre de ces emprunts toxiques ont été souscrits auprès de Dexia Crédit Local de France, sachant que François Rebsamen a été administrateur de Dexia jusqu'au 23 octobre 2008 et percevait à ce titre 20 000 euros par an, une situation susceptible de relever de la prise illégale d'intérêts. Dès 2003, il était déjà membre du conseil de surveillance de Dexia Crédit Local, présidé à l'époque par Pierre Richard, et touchait à ce titre une rémunération annuelle de 15 000 euros.

Enfin, à une inaptitude caractérisée en matière de gestion du bien public, à une conception toute particulière de la déontologie, il faut ajouter au bilan du ministre du travail une pratique assidue du déni de démocratie dont peuvent témoigner les membres du Collectif de Côte-d'Or pour un audit citoyen de la dette (CAC 21).

En effet, soucieux de faire la lumière sur la dette de leur collectivité, ces citoyens dijonnais ont sollicité à plusieurs reprises François Rebsamen pour obtenir la copie des contrats d'emprunt, tableaux d'amortissement et autres documents nécessaires à la réalisation de l'audit de la dette de leur ville. Sollicité à de multiples reprises, le maire a opposé à chaque fois une fin de non-recevoir, et ce en totale infraction avec les droits accordés aux administrés. Ce déni de démocratie a amené ces citoyens à saisir le tribunal administratif de Dijon pour se substituer au maire défaillant dans le cadre d'une action connue sous le nom d'"autorisation de plaider".

Au terme de ces pitoyables états de service de François Rebsamen, une seule solution s'impose pour lui : la radiation définitive du paysage politique. ■

Patrick SAURIN

Testet : Résistance !

« Le pays de Jaurès » - selon la périphrase très prisée des médias nationaux bien pensants pour désigner le Tarn – est une terre de culture, c'est bien connu. Dans la série « jeux de massacre » et/ou « massacres à la tronçonneuse », l'autoroute (Castres-Toulouse) ne leur a pas suffi, ils se sont attaqués au Testet ! Vous trouverez dans ce mini-dossier, hélas fort incomplet, outre un texte de présentation très succinct, un témoignage de la violence policière et des interviews de personnes en plein dans l'action de résistance.



La dernière zone humide du Tarn est menacée de disparition à très brève échéance.

Cela pour construire sur un petit cours d'eau un barrage dont l'objectif principal serait de satisfaire les appétits d'agriculture intensive d'une poignée de maïsiculteurs !

Depuis plus d'un an, la résistance à ce projet insensé (et inutile) conjointement mené par la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (C.A.C.G.) et le Conseil Général du Tarn (à majorité PS) s'organise autour de deux collectifs** (Collectif pour la Défense de la Zone Humide du Testet et Collectif Les Bouilles). Résistance juridique et résistance sur le terrain conjuguées. Ces Collectifs ont reçu un large soutien d'associations diverses (ATTAC par exemple), de syndicats (La Conf' par exemple) et d'organisations politiques dont Les Alternatifs du Tarn et de l'Aveyron.

Malgré la demande réitérée d'un moratoire à ces travaux et d'une concertation avec les élu-e-s départementaux ; demandes restées sans réponse, la destruction de la zone humide est entrée depuis peu dans une phase active : le déboisement bat son plein sous la haute protection des Gardes Mobiles.

Pied à pied, arbre après arbre, les jeunes ZADistes essaient de retarder l'avancée des gros engins de chantier. Ailleurs, plusieurs militants ont entamé une grève de la faim qui va entrer dans sa troisième semaine. Depuis peu, les trottoirs du Conseil Général d'Albi sont occupés jour et nuit.

Mais les forces de « l'ordre » (?), dûment mandatées par le Préfet, sont chargées de mater physiquement les résistant-e-s... et n'ont aucun état d'âme à le faire ! ■

Yvette et Claude ROSSIGNOL

*Zone humide du Testet (sur le Tescou)

**<http://www.collectif-testet.org> et <http://tantquilyauradesbouilles.wordpress.com>

Pour celles et ceux qui ne peuvent se déplacer dans le Tarn, des pétitions :
<http://barrage-sivens.agirpourenvironnement.org/>
<http://sauvegardedutestet.wesign.it/fr>
<http://www.cyberacteurs.org/cyberactions/sauvetage-zone-humide-testet-souti-811.html>
 sont à signer, tous les soutiens seront accueillis avec espoir.

LA GREVE DE LA FAIM

Grévistes de la faim : Marc POURREYRON (57 ans), Christian PINCE (58 ans), Roland FOURCARD (52 ans) et Gilles JOVILET (50 ans) depuis le 27 août ! Eric PETETIN (dit Pétof, 61 ans) depuis le 1er septembre. Christian CONRAD (60 ans) depuis le 2 septembre. Nanie (64 ans) depuis le 8 septembre.

A ces grèves de la faim totales et permanentes s'ajoutent des grèves de solidarité tournantes de quelques jours, parfois une semaine, un peu partout dans le Tarn.

Interview de Françoise et Christian pour Rouge & Vert

Rouge&Vert : Christian, puis-je te demander comment tu vas ?

Christian Pince : Je suis fatigué, au 16^{ème} jour de ma grève de la faim. Mais je suis plus motivé que jamais !

R&V : Peux-tu nous parler de la situation sur le terrain ?

C.P. : Sur la ZAD, ils continuent à déboiser. Une nouvelle machine a été introduite aujourd'hui. Je pense qu'ils cherchent à terminer d'ici la fin de la semaine. Mais il y a des personnes perchées dans les arbres, parfois à 18m de hauteur ! Au milieu du déboisement, il y a des "îlots d'arbres" qui résistent ! Il n'y a plus de frictions avec les gardes mobiles, beaucoup de personnes s'étant repliées vers l'occupation extérieure du Conseil Général.

Au Conseil Général, justement, l'ambiance était

très bon enfant, aujourd'hui. Il y a eu environ 5000 tracts distribués aux passants, aux automobilistes. Certains de ceux-ci klaxonnent en soutien. Les gens viennent s'informer, discuter, apporter leur soutien. Certains amènent des victuailles ou font un don.

Une lettre au président du Conseil Général, Thierry CARCENAC a été signée par une Soixantaine d'élue-s (EELV et PG, pour la plupart). Les enseignants se bougent.



Christian PINCE

Le Conseil Général ne fait rien pour l'instant : il semble attendre que le déboisement soit terminé pour virer les gêneurs qui occupent la ZAD. Ce matin, deux «experts», missionnés par Ségolène ROYAL, sont arrivés à ALBI. Après discussion, nous avons décidé de ne pas les rencontrer au son des tronçonneuses. La Confédération Paysanne, qui n'était pas à l'AG d'hier a décidé de les rencontrer pour ne pas laisser la chaise vide et pour ouvrir une possibilité de négociations.

Je me demande si nous devons conserver la même stratégie, mais Françoise a une position différente

[Christian a arrêté là l'entretien pour se reposer. Françoise le relaie. Tous les deux sont sur cette lutte depuis des années. Ils ont initié le Collectif pour la préservation de la zone humide du TESTET.]

Françoise : Nous avons proposé aux 2 experts d'aller sur la zone, se rendre compte par eux-mêmes, rencontrer les personnes sur place... Ce n'est pas le choix qu'ils ont fait. La Conf' y va ; je le regrette. Il faut un front commun des opposants et parler d'une seule voix. Il nous faut mettre le paquet sur la communication.

R&V : Commencez-vous à sentir des effets de la grève de la faim ? à en tirer des leçons ?

F : La grève de la faim de nos camarades est là pour montrer que, en dehors de l'action des Zadistes, (et les images qui en résultent), d'autres citoyens privilégient d'autres formes d'action pour tenter d'infléchir ce pouvoir. Ce n'est pas seulement, comme l'a dit CARCENAC, parce que nous sommes opposés au barrage, mais bien pour exiger un débat public. Des personnes nous rejoignent à travers la pétition et le comité de soutien aux grévistes. N'oublions pas que c'est une lutte de longue haleine qui est entamée. Le déboisement n'en est qu'un épisode.

R&V : Et le moratoire, aura-t-il encore un sens après le déboisement ?

F : Le moratoire porte sur la globalité du projet. Les arbres peuvent être replantés. L'eau peut toujours alimenter les nappes phréatiques. Mais lorsque la digue sera coulée et arrimée ? Ce sera devenu irréversible...

(Le 11/09/2014)

Schlague socialiste

Les élus départementaux qui se réclament du socialisme n'ont pas hésité à ordonner la répression de tous les résistants à ce projet écologiquement et économiquement nuisible.

Des actes d'une violence inouïe accompagnés d'insultes les plus grossières ont été commis contre de jeunes manifestants qui faisaient barrage, mains nues, aux engins de destruction. Des attaques bestiales et sanguinaires contre des individus qui ne souhaitaient que protéger la nature.

Le gouvernement et ses suppôts ont une curieuse façon de pratiquer le socialisme et l'écologie... N'y a-t-il pas d'autres manières d'intervenir, à commencer par le dialogue ? ■

Yvette ROSSIGNOL



Rouge&Vert : pour quelles raisons (personnelles) te trouvais-tu sur la zone du Testet le lundi 8 septembre ?

Matthieu Clarenson : Je me suis rendu au Testet pour comprendre de visu le peu d'informations que je réussissais à glaner dans les quelques médias qui en parlaient, et bien sûr pour défendre une zone protégée d'un Projet qui m'a semblé totalement illogique.

Je m'y suis d'abord rendu dimanche pour un pique-nique convivial et informatif.

Nous avons débattu et discuté autour de ce projet et plus largement de ces types de projets, et j'ai pu commencer à avoir de vrais éléments sur les raisons plus ou moins obscures d'un tel acharnement de la part ces administrations départementales et nationales.

J'ai pu comprendre assez vite que la reprise des travaux de déboisement de la Forêt de Sivens n'allaient pas être aussi détendus que prévus.

Les énergies positives et débordantes des activistes et sympathisants se sont mises en action pour s'opposer à l'arrivée des machines de destruction du lendemain.

R&V : peux-tu décrire brièvement les événements que tu as vécus ?

M.C : Lundi matin, à 5 h tout le monde était levé pour se préparer.



Un maximum d'actions pacifiques s'organisant pour prévenir l'approche du site des machines forestières.

Un énorme trépied avec un activiste en haut a été tronçonné avec la personne dessus, dès l'arrivée des GM (Gardes Mobiles) qui ouvraient la route aux machines de destruction.

Ils ont renvoyé les vaches et les paysans qui bloquaient et embarqué en fourrière la vingtaine de voitures qui protégeaient cet accès. La pression commençait à monter du côté des forces de l'ordre, dans la brutalité de leurs actions, mais nous étions encore dans une certaine raison.

C'est quand les GM ont commencé à charger le blocage où 5 personnes s'étaient enterrées de manière complètement passive et pacifique, que toute la soixante-dizaine d'activistes ont fait bloc autour des enterrés en restant assis et en les protégeant. Nous étions chargés d'expliquer que s'ils continuaient leurs manœuvres de force, les enterrés allaient être gravement blessés.

Cela a quand même déstabilisé leur avancée et ils se sont arrêtés face au bloc humain et pacifique.

Ils ont à plusieurs reprises dans la matinée essayé de foncer dans le tas, mais le bloc humain a tenu bon !

Ben, le porte-parole du mouvement, était dans le groupe et continuait à être en relation avec le cabinet ministériel de l'environnement de Royal et le département, pour amener l'action à aboutir sur un moratoire, et ouvrir enfin

le débat.

En milieu de journée, après 5 h d'enfouissement, les enterrés commençaient à sentir des complications physiques dues à la pression de la terre pendant tout ce temps : fourmillements, engourdissements, ...

Les pompiers consultés ont conseillé de sortir de terre les enterrés volontaires.

Nous avons donc procédé à une rotation des enterrés pour que le blocage continue à fonctionner.

Nous nous sommes donc enfouis avec 4 autres activistes, à la place des premiers, en pensant vraiment qu'une décision de suspension réussirait à tomber. Depuis le matin, les médias étaient présents et garantissaient somme toute une certaine sécurité.

Au fur et à mesure de la journée, avec la déclaration de la ministre de l'écologie, le convoi de machines de déboisement qui fit demi-tour direction Gaillac, tout le monde commençait à baisser la garde, en espérant que le blocage administratif se mettait en place.

La pluie avait commencé de tomber et tout le monde s'était regroupé autour de nous les enterrés, sous une bâche de fortune.

Vers 15h 15, certains médias (France 3, l'AFP, ...) se sont retirés, et quelques minutes après, les GM ont démarré les tracteurs, ont libéré le passage vers nous et ont chargé.

Quelques secondes après la sommation, une première vague d'une cinquantaine de GM est arrivée sur le site pacifique, boucliers et matraques frappant à tout va.

Ils ont avancé en arrachant, matraquant, tapant la trentaine de résistants restant et en nous piétinant sans retenue.

Nous essayions de ne pas nous faire complètement écraser en criant pour nous faire remarquer.

C'est une fois que la première vague a déferlé que nous nous sommes rendus compte des dégâts : notre voisine enterrée avait perdu connaissance sous les chocs et s'était fait piétiner.

Nous étions dans les brumes épaisses des lacrymogènes, sans pouvoir nous protéger les yeux et le nez faute de

mains bloqués.

Les GM ont quand même essayé de la déterrer de force, malgré son état d'inconscience.

A force de crier, nous qui étions encore prisonniers de la terre, les GM nous ont déterrés sans ménagement, pour que l'on puisse porter secours à Angela toujours sans connaissance.

La zone pacifique était devenue un carnage en un rien de temps, les activistes avaient été repoussés dans les bois et les derniers se faisaient poursuivre sans ménagement.

Les pompiers sont arrivés pour secourir la blessée, et c'est en la suivant à l'hôpital, dans le camion, que j'ai vu d'autres machines de déboisement de l'entreprise AGRI 2000 de Montans, rouler à vive allure vers le site.

C'est donc une stratégie de guerre que nous avons subie en détournant notre attention par des discours politiques et des diversions comme le retour des machines, pendant que d'autres étaient déchargées discrètement à proximité du site.

R&V : la violence policière était-elle absolument nécessaire «pour rétablir l'ordre» ?

M.C : Evidemment, un tel déballage de violence et de moyens était disproportionné par rapport aux activistes pacifiques en face.

Cela nous montre bien le poids de certains lobbies contre une simple masse de citoyens. ■

L'agression israélienne contre Gaza de l'été 2014

Cette agression est la suite logique des agressions de 2008/2009 et de 2012, et la conséquence du refus d'Israël de reconnaître le droit aux Palestiniens de constituer leur propre État. Cette guerre a opposé l'État israélien militarisé et surarmé à la population de Gaza qui ne disposait que de faibles moyens pour riposter. C'est une guerre totalement asymétrique, comme toutes les guerres opposant Israël au peuple palestinien, le bilan étant tout aussi asymétrique : 73 morts israéliens, 2160 morts palestiniens.

Les buts d'Israël

Officiellement, Israël voulait détruire l'infrastructure militaire du Hamas (roquettes, tunnels...), ainsi que celle des autres groupes armés qui combattent aussi l'occupant. La réalité est beaucoup plus complexe : Le gouvernement israélien a commencé à faire monter la pression peu après la constitution du gouvernement palestinien d'union nationale (Fatah-Hamas, 2 juin) pour tenter de le faire exploser : la division du mouvement national palestinien a toujours été voulue par Israël, puis

Israël a instrumentalisé le dramatique assassinat de trois jeunes colons —dans lequel la direction du Hamas n'était pour rien— pour attaquer Gaza. Et que signifiaient les bombardements des marchés, des plages où jouaient des enfants, des écoles des Nations-Unies où se réfugiaient des dizaines de milliers de personnes chassées de leur domicile par l'agression israélienne ? Ces massacres de civils ne sont-ils pas la preuve de la volonté du pouvoir israélien de terroriser les Palestiniens pour tenter de les faire renoncer à toute idée de résistance ? Ce sont des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Ils ne doivent pas rester impunis.

L'attitude du gouvernement français

Dès le début de l'agression israélienne, F. Hollande assurait à B. Netanyahu que « Israël a le droit de se défendre » sans un mot pour les premières victimes palestiniennes. Puis la France s'abstenait sur une résolution de l'ONU demandant la création d'une commission d'enquête sur de possibles crimes de guerre à Gaza. Valls interdisait plusieurs manifestations de soutien au

peuple palestinien. Il hésite toujours à faire interdire le groupuscule fasciste et raciste appelé « Ligue de défense juive » (déjà interdit aux E.-U. et en Israël) et pour couronner le tout, le parquet de Paris a convoqué un responsable politique pour « organisation de manifestation interdite ». On croit rêver, mais c'est malheureusement la triste réalité du gouvernement de F. Hollande qui a abandonné, dans le domaine de la politique proche-orientale la position relativement équilibrée de ses prédécesseurs. Aujourd'hui, la politique française est ouvertement pro-israélienne, ce que nous ne pouvons que condamner.

Et l'Europe ?

Comme la France, tous les pays de l'Union Européenne se sont abstenus lors du vote à l'ONU sur la demande d'une commission d'enquête. Or l'Europe peut agir. Elle peut dénoncer l'accord d'association entre l'UE et Israël, à cause de la violation permanente de l'article 2 de ces accords qui prévoit le respect des droits de l'homme. L'Europe pourrait aussi décider de sanctions

La Bande de Gaza

La Bande de Gaza est un petit territoire formant, avec la Cisjordanie, l'État de Palestine. Elle est séparée physiquement de la Cisjordanie par l'État d'Israël sur une distance d'une quarantaine de km. Elle a une frontière d'une douzaine de km avec l'Égypte. Elle mesure 41 km de long sur 6 à 12 de large, soit en tout 365 km² (à peine 3 fois et demi la superficie de la seule ville de Paris). Son climat est généralement méditerranéen à tendance sèche, malgré la proximité de la Méditerranée, le sud est semi-désertique.

La population de la Bande de Gaza se monte à 1 800 000 habitants, soit une densité de près de 5000 hab./km², l'une des plus fortes du monde (après Singapour et Hong-Kong, néanmoins). La ville de Gaza compte 500 000 habitants. Les deux tiers de la population de la bande de Gaza sont les descendants des réfugiés de la naqba (catastrophe) de 1948-49, la moitié vivant dans l'un des 9 camps, dont le plus important est Jabaliya (plus de 110 000 habitants). Cette population, très jeune, est en forte augmentation du fait d'un taux de natalité élevé (4,9 enfant par femme en moyenne) et d'un taux de mortalité bas, malgré le chômage (plus de 60% avant l'agression israélienne de juillet) et les difficultés de

la vie quotidienne à cause du blocus. Comme pour d'autres peuples menacés dans leur existence même, cette forte natalité est une forme de résistance.

Gaza est une ville très ancienne (elle a plus de 3500 ans) qui a joué un rôle important pendant l'Antiquité : elle a été l'une des grandes villes des Philistins (qui ont donné leur nom à la Palestine). Au contact de routes terrestres et maritimes, elle a été un centre commercial important, recevant les caravanes d'Arabie heureuse (actuel Yémen) dont les marchandises (venant de l'Arabie, mais aussi de l'Inde voire de la Chine) étaient ensuite dispatchées dans toute la Méditerranée. Ville hellénistique puis romaine, elle connaît une grande prospérité (artisanat, commerce...) du second au sixième siècle; c'est aussi un centre culturel notable où le christianisme s'impose petit à petit à partir du quatrième siècle; un important mouvement monastique s'y développe. Conquise par les Arabes vers 634, elle conserva un dynamisme culturel et commercial avant d'être victime des croisades (XIIe et XIIIe siècles), puis de la grande peste de 1348. Elle connaît une période de prospérité à l'époque des Mamelouks (fin XIVe et XVe siècles), mais la découverte des

routes commerciales transocéaniques réduit son rôle commercial; c'est donc une cité stagnante qui passe sous contrôle ottoman au début du XVIe siècle. Elle connaît une nouvelle période d'expansion à la fin du XIXe (40 000 hab. en 1906) grâce à son arrière pays agricole (céréales et orangers) et au développement de son commerce. Mais ce dynamisme est cassé par l'occupation britannique de 1917.

En 1947, la région de Gaza, ainsi que celle d'Ashkelon, au nord et une zone plus au sud, le long de la frontière égyptienne, sont incluses par le plan de partage de la Palestine dans le " futur État arabe ". Mais la guerre d'expansion israélienne de 1948-1949 réduit cette région de plus de 1500 km² à la portion congrue, la privant de toute sa partie septentrionale, la plus fertile et aussi de sa partie méridionale : c'est ainsi qu'a été formée la Bande de Gaza où les réfugiés de la naqba, venus des villes et villages côtiers ou de l'intérieur, s'accumulent dans 9 camps où ils sont rapidement largement deux fois plus nombreux que les habitants locaux. Peu après, la Ligue arabe place la Bande de Gaza sous administration militaire égyptienne. En 1967, Israël occupe la Bande de Gaza et expulse



Collophane

contre Israël, comme elle l'a fait contre la Russie à cause de l'implication russe dans la crise ukrainienne. Mais non, l'Europe se tait, se rendant ainsi complice, comme le gouvernement français, des crimes israéliens.

Les États-Unis s'alignent sur la positions d'Israël !

A l'ONU, ils ont été l'un des seuls pays à s'être opposés à la création d'une commission d'enquête. Ils ont continué à alimenter l'État israélien en matériel de guerre, notamment en munitions et en bombes qui ont immédiatement été utilisées contre la population de Gaza. Quel mépris des Palestiniens de la part d'Obama qui avait pourtant dit vouloir instaurer de nouveaux rapports avec le Monde Arabe !

Une grande riposte populaire

L'agression israélienne a provoqué une indignation mondiale et un immense mouvement de solidarité qui a réuni tous les peuples de la terre, de Paris à

New-York, de Londres à Buenos Aires, d'Alger à Delhi et même jusqu'à Tel Aviv où des milliers de pacifistes israéliens ont manifesté, malgré la violence et la haine de l'extrême-droite qui gangrène leur pays. Jamais ce mouvement de solidarité avec la Palestine n'avait été aussi puissant en France : des centaines de milliers de personnes ont manifesté dans plus d'une centaine de villes pour faire entendre la voix des peuples qui, comme Jean Jaurès il y a cent ans, ont dit : non à la guerre, non à son cortège de destructions, de malheurs et de morts, et oui à la vie, oui à la paix entre les peuples.

Et maintenant ?

Le cessez-le-feu du 26 août est respecté, mais rien n'est résolu ! Le blocus de Gaza subsiste, B. Netanyahu annonce un développement de la colonisation en Cisjordanie. Tout semble continuer comme avant le 8 juillet et, d'ici 2 ou 3 ans, Israël agressera à nouveau Gaza. Comment briser ce qui s'apparente à une fatalité mais qui n'est, en fait, que la conséquence du soutien inconditionnel des puissances impérialistes

occidentales à l'État d'Israël. La paix est possible, mais elle ne peut se faire que par le respect des droits nationaux du peuple palestinien et par la réalisation de son État.

Il est donc impératif de continuer le soutien au peuple palestinien dans le cadre unitaire le plus large possible, en particulier au sein du CNPJDP (Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens). Il nous faut plus que jamais témoigner, faire connaître la juste lutte du peuple palestinien et développer la campagne BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) initiée par 171 ONG palestiniennes dès 2005. Nous devons aussi faire pression sur notre gouvernement, nos élus (nationaux et européens) afin que la France arrête toute coopération militaire avec Israël et que l'UE dénonce l'accord d'association avec cet État. Ce n'est que par l'établissement d'un rapport de force que Israël acceptera de respecter le droit international qui seul peut permettre la création de l'État de Palestine. ■

Jacques FONTAINE

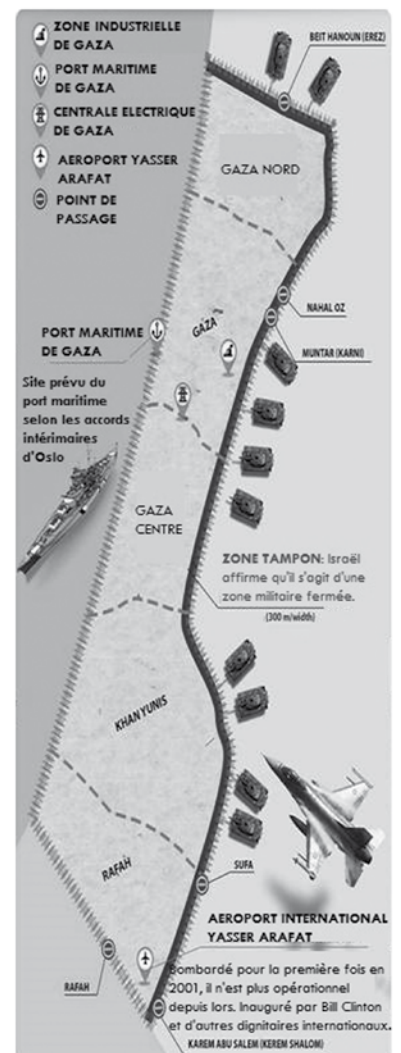
ou déporte quelques dizaines de milliers de Palestiniens, mais, contrairement à 1948/49, peu de Palestiniens quittent leurs villages ou leurs camps. Israël installe quelques colonies à partir de 1970 tandis que la population augmentait sur ce territoire minuscule et se paupérisait, bien que quelques dizaines de milliers de travailleurs se rendaient chaque jour en Israël dans les années soixante-dix et quatre-vingts. Les Frères musulmans, présents depuis le début des années cinquante, tissent un réseau d'aide sociale qui vient au secours des plus démunis, grâce aux pétrodollars des États du Golfe et au soutien d'Israël qui voit là un bon moyen de contre l'influence de l'OLP : « l'ennemi de mon ennemi... »

En décembre 1987, c'est à Gaza que commence la première Intifada puis que les Frères musulmans fondent le Hamas. Suite aux accords d'Oslo (1993), Gaza devient autonome (4 mai 1994) et Yasser Arafat s'y installe en juillet. Mais le blocage du processus de paix par la droite israélienne revenue au pouvoir en 1995 favorise le Hamas et entraîne des tensions qui aboutissent au déclenchement de la seconde Intifada en septembre 2000. En 2003, Ariel Sharon présente un plan d'évacuation des colonies de Gaza qui se réalisera en 2005, sans aucune négociation avec l'Autorité palestinienne. Les motivations essentielles du gouvernement

israélien de cette évacuation sont de deux ordres (principalement) : ne plus avoir à gérer ce petit espace sans intérêt historique ou militaire pour Israël, donner une (fausse) preuve de bonne volonté à la « communauté internationale » afin de mieux poursuivre la colonisation de la Cisjordanie.

En 2006, les élections au Conseil législatif palestinien donnent la majorité absolue des sièges au Hamas dont un leader, Ismaël Haniyeh, devient premier ministre. En juin 2007, le Hamas prend le contrôle de Gaza, au détriment de l'Autorité palestinienne et du Fatah. En août 2007, Israël instaure un blocus de Gaza (terrestre, maritime et aérien), en faisant ainsi une prison à ciel ouvert. Depuis cette date, par trois fois (décembre 2008/janvier 2009, novembre 2012, juillet/août 2014), Israël agresse la Bande de Gaza, au prétexte de bombardements de son territoire par des roquettes tirées par le Hamas ou d'autres groupes politico-militaires palestiniens. Les bilans de ces guerres asymétriques sont terribles pour la Bande de Gaza, en particulier le dernier qui fut le pire : 2160 morts, 11 250 blessés, 500 000 personnes déplacées, 15 000 maisons détruites ou endommagées, 120 usines, 160 écoles, 29 centres médicaux bombardés... ■

JF



Élections brésiliennes

L'élection présidentielle brésilienne de 2014 se tiendra le 5 octobre prochain, avec, si nécessaire, un second tour le 26 octobre. Ce même jour seront également élus les gouverneurs, sénateurs et députés fédéraux des Etats car il s'agit, comme tous les 4 ans, d'une élection générale.

Initialement annoncée comme une formalité pour l'actuelle présidente, Dilma Rousseff, la présidentielle s'avère chaque jour plus incertaine, notamment depuis la mort accidentelle d'Eduardo Campos, candidat du petit PSB (Parti Socialiste Brésilien) et son remplacement par sa colistière, l'écologiste Marina Silva.

Rappelons que Marina Silva, alors candidate du Partido Verde, avait recueilli près de 20% des suffrages lors de la précédente présidentielle de 2010, et Dilma Rousseff 47%. Mais les quatre années de présidence Rousseff ont nourri beaucoup de désillusion.

Les derniers sondages éloignent la possibilité de réélection au 1^{er} tour et annoncent un face à face Rousseff – Silva serré pour le second tour. Aécio Neves, candidat du Parti Social Démocrate Brésilien (PSDB), droite, est annoncé comme numéro trois. La gauche radicale se présente divisée avec pas moins de trois candidat-e-s : Luciana Genro pour le PSOL, J.M de Almeida pour le PSTU et Mauro Iasi pour le Parti Communiste. Quatre autres candidats participent à l'élection.

Douze ans après l'élection du candidat du parti des Travailleurs, Lula, si Marine Silva arrive à fédérer les votes de droite et des mécontents de tous ordres autour du thème « *tout sauf le PT* », son élection s'avère possible. Mais pour quelle politique ? Dans un État fédéral de 200 millions d'habitants, dont 25%

de la population est âgée de moins de 15 ans, l'éducation est un enjeu majeur, mais elle est du ressort des Etats et non de la Fédération, comme les transports urbains. Ces deux questions étaient au cœur des protestations de 2014.

Après une période de forte croissance au début des années 2000, le Brésil est aujourd'hui entré en récession, réduisant d'autant les marges de manœuvre d'une équipe gouvernementale qui s'est totalement adaptée au système. Conséquence : l'image de Dilma Rousseff est largement érodée auprès des couches populaires. Ajoutons que l'un des débats centraux de la campagne concerne "l'indépendance" de la Banque Centrale brésilienne et que son écho est, hélas, grandement renforcé par la corruption qui touche le fonctionnement de la vie politique et le financement des partis.

Tous les candidat-e-s parlent de "réforme politique", mais les citoyen-ne-s voient surtout les scandales qui se succèdent, le dernier en date concernant la compagnie pétrolière nationale Petrobras et pouvant éclabousser des proches de la présidence de la République.

Fortement critiquée, à droite, pour sa politique de rapprochement avec des pays du Sud comme l'Égypte, la Palestine ou Cuba et avec les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), Dilma Rousseff est également contestée en raison du chômage (qui croît), de la pauvreté (qui a pourtant reculé) et, surtout, de l'écart croissant entre les revenus des classes aisées qui se sont considérablement enrichies et ceux des classes populaires. ■

Le Brésil peut-il dépendre du souffle du Saint-Esprit?

Comme Heloisa Helena, candidate de l'extrême gauche lors de la précédente consultation, Marina Silva assume le fait que son engagement politique est guidé par sa foi évangéliste. Elle a ainsi déclaré que certaines de ces décisions étaient suggérées par la lecture de la Bible.

Ce poids de la religion dans les affaires publiques prend une dimension dont on mesure mal encore l'importance. Les candidats et candidates à la présidence sont-ils en voie de devenir les otages des églises évangélistes ? La question se pose, y compris pour la présidente Dilma Rousseff qui, au Parlement, à plusieurs reprises, fit marche arrière sous la pression du Front Évangélique, sur des sujets touchant les droits des homosexuels par exemple.

Aujourd'hui, la question du mariage homosexuel est au centre de la campagne présidentielle; et la plupart des candidat-e-s (présidents, députés, sénateurs) et des partis recherchent l'appui des principaux leaders évangélistes.

Les députés regroupés au sein du Front Évangélique sont aujourd'hui 73, plus trois sénateurs, mais leur nombre pourrait augmenter lors de la prochaine élection. La majorité est élue sur les listes du Parti Social Chrétien et s'intéresse quasi exclusivement aux questions sociétales comme le mariage gay, l'avortement etc.....

La candidate Marina Silva est, depuis 2004, fidèle de l'église *Assemblée de Dieu du plan pilote (Novo Dia)*, liée à l'*Assemblée de Dieu du Brésil*; la plus importante du pays. Celle-ci est passée en 10 ans de 9 à 13 millions de fidèles.

Aujourd'hui près de 22% des citoyens et citoyennes se déclarent évangélistes (43 millions). Ce nombre a crû de 61% en 10 ans. Et une partie notable des évangélistes suit le principe « *un frère vote pour un frère* » !

Cependant les évangélistes ne sont pas homogènes, contrairement à l'église catholique, également (encore) très influente.

Autre illustration de l'importance de cette poussée obscurantiste évangéliste : dans les universités, des étudiants refusent de lire certains ouvrages car on leur a expliqué que l'auteur était homosexuel (Proust, Guimarães Rosa, Rimbaud etc....)

Heureusement, beaucoup, y compris dans les équipes de campagne de Marina Silva et au PSB, refusent cette intervention directe du religieux en politique qui relativise les principaux problèmes du pays : la santé, l'éducation universelle et publique, le transport, la sécurité.

L'engagement religieux affirmé de Marina Silva pourrait aussi inquiéter une classe moyenne qui redoute l'emprise religieuse sur la vie publique.

Les 12 années de gestion pétiste à Brasilia ont généré beaucoup de déception et nombre-ses sont les militant-es progressistes qui se sont détournés du PT.

Cependant face au recul que représenterait une victoire de Marina Silva à l'élection présidentielle, la grande majorité des forces de gauche, ne voyant d'autres alternative, serre les rangs derrière la candidature de Dilma Rousseff. ■

R.Q

Rémy QUERBOUET

P. 10 n°382

ROUGE & VERT

Septembre 2014

Assemblée générale de rentrée du Front de Gauche

Quelles stratégies pour transformer la société ? Quel rôle pour le Front de Gauche ?

Samedi 6 septembre, le Front de Gauche s'est réuni lors d'une « assemblée de rentrée » à la mairie de Montreuil. Il s'agissait de faire le bilan de la séquence politique qui s'était achevée avec les élections européennes et de débattre de la situation politique actuelle et des perspectives pour le FdG. Cette réunion a été l'occasion de renouer le dialogue après une période de tensions entre le PCF et le PG à l'occasion des élections municipales (en partie à cause des alliances locales du PCF avec le PS à l'image de Paris). C'est ainsi qu'environ 200 personnes -représentant-e-s des organisations politiques qui composent le FdG, "personnalités" du monde associatif et syndical, représentant-e-s des FdG locaux et des Fronts thématiques et citoyen-ne-s ont pu débattre sereinement des perspectives pour le FdG. Il ne s'agissait pas décider de son avenir, dans une assemblée qui n'a pas été mandatée pour cela, mais de mettre sur la table les points d'accord et de désaccord afin de lancer des débats essentiels pour cet avenir.

Notons tout de suite les limites du format de cette réunion, longue suite d'interventions en plénière (une centaine de personnes sont intervenues tout au long des 6h de débats), sans de vrai moment de mutualisation de la réflexion ou de forme de débat plus ouvert. Une

intervenante a d'ailleurs parfaitement exprimé que ce type de format ne favorisait pas du tout la participation de citoyen-ne-s peu expérimenté-e-s dans la prise de parole en public.

En positif, les débats ont permis de montrer



-Pour le PCF, l'urgent est de travailler sur le projet et non pas de se focaliser sur les questions d'autonomie vis-à-vis du PS.

On pourra tout à fait apprécier l'accent mis sur la question du projet, mais ce positionnement ne lève pas les ambiguïtés vis-à-vis du PS, ambiguïtés qui pourraient -il s'agit ici davantage d'une hypothèse que d'une certitude- se poser de manière aiguë dans quelques mois lors de prochaines échéances électorales. Le refus de prendre une position claire reste donc un problème pour le FdG : on ne sait toujours pas si pour le PCF, il faut discuter avec le PS ou avec la gauche du PS qui exprime un certain refus de l'austérité.

-Le PG a exprimé lors de cette réunion, et avec une très grande cohérence, un tournant stratégique important : les partis politiques sont discrédités et la crise de la politique est telle que le clivage gauche/droite n'est plus pertinent ; il faut donc s'adresser directement au Peuple pour le mettre en mouvement et pour cela le PG a décidé de créer un « mouvement pour la VIème République » sous l'égide de Mélenchon. On sent bien ici les références aux processus progressistes d'Amérique indo-afro-latine ainsi qu'au récent mouvement Podemos en Espagne. Mais quid des mobilisations sociales de masse qui ont justement permis à ces mouvements d'émerger ? Et que deviennent les médiations politiques dans les processus de transformation de la société ? Le risque n'est-il pas, paradoxalement, de tomber à la fois dans le césarisme et dans le spontanéisme ?

-Ensemble !, dont il faut noter l'importante participation numérique à cette réunion, a de son côté avancé plusieurs perspectives pour le FdG qui articulent le court terme et le long terme. Il s'agit notamment, dans un processus national et local, de rassembler toutes celles et ceux qui refusent la politique du gouvernement afin de faire émerger une alternative politique à gauche. C'est ce qu'Ensemble ! propose sous la forme « d'Assises contre l'austérité et pour la transformation sociale et écologique », l'idée étant notamment de s'appuyer sur le Collectif 12 avril qui avait largement rassemblé contre l'austérité. Un élément fondamental pour le FdG est aussi la nécessité de

les très larges convergences d'analyses sur la situation de crise politique majeure -marquée notamment par l'importance de l'abstention et le danger que représente le FN- et sur la caractérisation de la politique menée par le gouvernement qui chaque jour s'enfonce un peu plus, et en l'assumant, dans le néo-libéralisme et le néo-conservatisme.

Un accord semble aussi se dessiner sur la question, autrefois épineuse, des adhésions directes au Front de Gauche ainsi que sur la nécessité pour les forces de la transformation de la société d'être à l'offensive dans la période actuelle.

Mais de profonds désaccords stratégiques se sont aussi exprimés durant cette réunion.

De manière synthétique, et donc un petit peu caricaturale, voici les positions qui ont émergé.

-Pour la "minorité" de Gauche Unitaire, l'objectif est de s'adresser à l'ensemble de « la Gauche » (PS compris) afin de faire émerger une improbable « majorité rose-rouge-verte ».



FDG

soutenir les mobilisations sociales et les pratiques émancipatrices et alternatives présentes dans la société. C'est une nécessité pour construire un projet de transformation de la société qui rassemble largement et qui soit mobilisateur.

Aucune de ces questions stratégiques n'a été tranchée à Montreuil. Mais pour la première fois, elles ont été posées dans toute leur acuité. Contrairement à ce que semblent indiquer certains propos des dirigeant-s-s du PG utilisant de manière appuyée le terme d'échec -ce qui est excessif-, même mal en point, le FdG n'est pas mort : c'est une certitude, et personne n'entend ou ne se risquerait à -preuve qu'il est bien vivant- l'enterrer.

Pour autant, il ne sait pas vraiment où aller. Il est, à l'heure actuelle et malgré ses difficultés, l'unique cadre unitaire existant et reconnu à une échelle de masse pour une alternative de gauche au gouvernement actuel. Il a d'énormes responsabilités : avant tout celle d'être ambitieux et de faire preuve d'humilité.

Ambitieux dans les perspectives qu'il se fixe, celles d'une rupture sans équivoque avec les politiques d'austérité pour une véritable transformation de la société.

Humble dans son rôle : celui d'un outil politique qui ne peut ni prétendre construire seul un mouvement social de masse, ni prétendre être hégémonique dans le processus de transformation de la société.

Enfin, le FdG ne peut à lui seul représenter l'ensemble du front politico-social pour une alternative à gauche : c'est pourquoi le dialogue et l'action commune doivent s'ouvrir, en ce qui concerne les forces politiques, aux dissidences du PS et d'EELV, à Nouvelle Donne, de même qu'au NPA, aux libertaires et aux écologistes radicaux.

Dans ce sens, les mobilisations sociales qui émergeront dans les temps qui viennent ne manqueront pas d'être décisives. Au Front de Gauche d'y trouver sa place et d'y jouer pleinement son rôle d'outil politique. ■

Arthur LEDUC

OÙ VONT LE FRONT DE GAUCHE ?

Le 6 septembre s'est tenue l'assemblée de rentrée du Front de gauche. Les organisations politiques, quelques structures de base (Assemblées Citoyennes), des fronts thématiques étaient représentés. Environ 200 personnes ont participé à la réunion, majoritairement issues des forces politiques constitutives du Front, avec plus du quart des présentEs membres d'Ensemble !.

Cette assemblée visait à réengager une dynamique positive après une longue période de semi-paralysie du Front de Gauche, et ce dans un contexte de crise politique, d'atonie sociale et de montée du FN.

Les débats ont mis en évidence des points d'accord sur l'ampleur de la crise politique, sur l'analyse du gouvernement Valls, et sur la nécessité de mobilisations fortes pour mettre en échec la politique du gouvernement. Un socle minimum a ainsi été réaffirmé, qui permet au Front de Gauche de demeurer le principal dénominateur commun à gauche du PS.

Mais ce socle, qui s'exprime d'abord par un refus de la «politique d'austérité», ne fonde pas un projet, pas plus qu'il ne permet de surmonter un certain nombre de divergences stratégiques. Cette difficulté est accentuée par la dichotomie, au sein même du camp de la gauche de gauche et des classes populaires, entre celles et ceux qui désespèrent des reconfigurations politiques – qui veulent 'renverser la table'- et d'autres qui veulent encore y contribuer.

La Gauche Unitaire a défendu la vision renouvelée d'une alliance rose-rouge-verte nécessitant de s'adresser à tous les partis de gauche, dont le PS, afin de définir une orientation rompant avec la politique Valls et en mesure de souder une nouvelle majorité à l'Assemblée. C'est sans aucun doute faire peu de cas de l'évolution en profondeur du PS.

Un secteur du PCF partage sans doute cette orientation, mais les divisions en son sein sont réelles. La stratégie de la direction du PCF quant à ses rapports au PS, entre autres dans la perspective des régionales, oscille encore l'affirmation

d'une gauche clairement indépendante du PS et la volonté de réaliser des alliances au cas par cas.

Le PG, pour sa part, notamment dans le cadre du «mouvement pour la 6e République» initié par Jean-Luc Melenchon, fait le pari du dépassement du clivage gauche/droite et de la mise en mouvement du peuple.

L'intuition de l'ampleur du décrochage entre le peuple et les représentations politiques, y compris la gauche, dont la gauche radicale, mérite attention. Mais les mobilisations sociales, écologistes, démocratiques restent le terrain premier de toute contre offensive pour une alternative politique.



Le mouvement Ensemble ! note très justement «(...) nous n'avons pas connu en France une vague populaire, comme l'a été le mouvement des places en Grèce ou le 15M en Espagne, qui redessinerait un champ politique nouveau, soit par la création d'une nouvelle force politique type Podemos, soit par la transfiguration d'une force politique déjà existante, cas de Syriza. Il nous faut donc des leviers, des médiations, pour construire ces mobilisations sociales et citoyennes et remettre le peuple en mouvement.»

La proposition d'assises contre l'austérité et pour la transformation sociale et écologique qui devraient regrouper forces politiques, associatives et syndicales, déclinée du national au local, est donc pertinente. Si elle n'est pas en mesure d'être le ciment des mobilisations nécessaires, elle peut permettre de commencer à dépasser la simple confrontation d'organisations politiques, y compris celles du Front de Gauche, pour ébaucher un front politico-social. ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

Un bilan très positif !

Difficile de rencontrer à la fin de ces 4 jours d'Université d'été d'Ensemble! des participant-es déçu-es : d'un avis unanime, cette première aura été un réel succès tant sur la participation (l'objectif des 300 participantEs dépassé), la richesse des contenus, l'organisation impeccable, l'ambiance à la fois détendue et studieuse, et la convivialité favorisée par les initiatives portées par le groupe local de Pau et du Béarn (marché paysan, dégustation de Jurançon, soirée festive) ...

Pari donc réussi, malgré les difficultés qui auraient pu peser (un lieu très décentré, des dates en semaine juste avant la rentrée, les incertitudes sur l'avenir du Front de Gauche, un climat politique général peu enthousiasmant ...)

Cette Université d'été arrivait aussi à un moment décisif pour le développement du mouvement : elle permettait tout à la fois de se réapproprier une culture politique commune (cf le temps long consacré aux « *confrontations historiques au pouvoir* » : 36, 68, 81 ...), de prendre le temps de creuser une thématique aussi centrale que celle de l'appropriation sociale, avec des forums suscités notamment par la commission démocratie active / autogestion, de mesurer l'apport des expériences des ex-Pilpa de la « *Fabrique du Sud* » ou des ex-Fralib de la nouvelle SCOP TI, chaleureusement accueillis.

On ne citera pas tous les débats (qui se déroulaient en parallèle dans les locaux de l'Université de Pau), mais une place importante a pu être réservée aux questions internationales, avec notamment un débat très suivi sur la Palestine avec Michel Warschawski et

«Il aurait été bien difficile à la seule écoute des interventions de repérer les appartenances antérieures des un-es ou des autres»



d'autres invités, et une soirée sur les nouvelles perspectives dans l'Espagne toute proche avec des représentants de Podemos et d'Izquierda Unida.

Le débat politique du jeudi, présidé par Jean-François Pellissier, aura permis d'entendre Pierre Laurent pour le PCF, Martine Billard pour le PG, ainsi que les représentant-es des autres composantes du Front de Gauche et la députée européenne Marie-Christine Vergiat, d'Europe Ecologie Les Verts et du NPA, répondre à Clémentine Autain sur les moyens de recréer l'espérance à gauche.

Si tous les intervenants s'accordent sur la nécessité de rassembler bien au-delà des logiques partidaires pour crédibiliser une alternative globale, les voies décrites pour y parvenir restent cependant très générales, et peu d'intervenants répondront précisément à la proposition émise par Clémentine Autain d'Etats Généraux de la transformation sociale et écologique ... Des débats qui vont devoir s'accélérer dans les semaines et mois à venir.

Parmi les impressions les plus fortes tout au long de cette université d'été, on retiendra qu'il aurait été bien difficile à la seule écoute des interventions de repérer les appartenances antérieures des un-es ou des autres : on peut parler d'une véritable homogénéisation politique des militant-es.

Enfin, tous les participant-es ont pu féliciter l'équipe militante locale dont on a pu mesurer le travail de préparation et d'organisation tout au long des 4 journées, jusque dans les aspects festifs : la soirée festive dans les locaux et les terrains du Centre de Pelote, accueillis par une fanfare, avec des démonstrations des différents jeux de pelote basque ou de trinquet, la prestation du groupe Kimbala et le buffet (excellent) cuisiné en plein air devant tous/ toutes montraient que cette équipe avait un ancrage local certain et un réseau d'amitié étendu sur la ville et la région. ■

Alain TOULERON

Succès de la première Université d'été d'Ensemble !

C'était à Pau, « *porte des Pyrénées* ».

Et c'était du 25 au 28 août... La première Université d'été d'Ensemble !

Pour nombre de participantes et participants, l'âge aidant, et dans la diversité des traditions politiques des uns et des autres, ces rencontres politiques de fin août sur le chemin de la rentrée relèvent d'expériences connues.

N'empêche que c'était malgré tout une première, parce que celle de notre tout neuf mouvement Ensemble !, toujours en mouvement... Et une première cela ne s'aborde pas sans certaines craintes et timidités... D'autant que le plan initial prévoyait d'articuler cette Université d'été à une nouvelle édition des Estivales du Front de gauche. Et voilà que, malgré les efforts insistants d'Ensemble, p o i n t d'Estivales 2014 ! Bref, le climat ne paraissait pas assurément au beau.

Pas seulement du fait que les Pyrénées savent cultiver les orages, mais parce qu'en cette période règne, dans le pays, à gauche et au Front de gauche, ce qu'on appellera une évidente morosité.

Raison de plus pour se retrouver et discuter de tout cela. Lorsque rien ne paraît plus aller vraiment bien, ne faut-il pas parier sur l'engagement et la politique ? Pari gagné ! L'objectif des 300 participants a été atteint, le soleil a brillé, les débats ont été nombreux et fort intéressants. Et les observateurs faisaient remarquer qu'il y avait quelque difficulté dans les échanges à repérer aisément de quelle organisation plutôt que telle autre venait celui ou celle qui prenait la parole.

«Il y avait quelque difficulté dans les échanges à repérer aisément de quelle organisation plutôt que telle autre venait celui ou celle qui prenait la parole».



pour assurer une logistique impeccable. Les camarades de la région, avec les réseaux associatifs locaux – syndicalistes de la Confédération paysanne, des entreprises prises

en main par les salariés, les membres d'Emaüs-Lescar... ont fait que, loin de s'enfermer sur elle-même, l'Université s'est grandement ouverte sur l'extérieur, pour se laisser balayer par bien des souffles porteurs d'alternatives en action...

Ce qui a permis de concilier échanges politiques et découverte des ressources d'une région qui n'en manque pas. Cela dans de multiples domaines : sociaux, culturels, gastronomiques, vinicoles... Mais rassurons qui pourrait s'en inquiéter : l'art de vivre n'a pas eu raison de la politique ! Puisque, par exemple, la thématique centrale de l'alternative a donné lieu à de multiples débats : une table ronde posant la question « *alternative oui, mais alternative à quoi ?* », laquelle s'est prolongée en deux séries de discussions : un forum portant sur l'appropriation sociale, avec des représentants d'entreprises mettant celle-ci en action et de bons connaisseurs du sujet ; et une autre série permettant de revenir sur des expériences de confrontations historiques au pouvoir : 36 et le Front populaire, Mai 68-Mai 81, avec des échanges entre héritiers de traditions différentes (PC, PSU, LCR)...

Parmi les nombreux thèmes ayant donné lieu à des débats, citons en désordre : la crise capitaliste, le féminisme, les langues minoritaires, l'antifascisme, les expériences progressistes en Amérique latine, l'islamophobie, la planification écologique... Sans oublier le travail des commissions thématiques, par exemple éducation, ou santé, à laquelle a participé Jacqueline Fraysse députée Front de gauche...

Un très large échange, animé par Marie-Pierre Toubhans, a porté sur la question d'importance pour un mouvement comme Ensemble ! : « *quelle organisation ?* »...

Une soirée fut consacrée à une table ronde réunissant des expériences d'alternatives concrètes sur le plan de l'agriculture, des entreprises sous contrôle de leurs salariés

(Pilpa), d'Emaüs-Lescar...

Une autre soirée permit de s'informer et débattre de la situation au-delà des Pyrénées, avec des représentants d'Izquierdia unida et de Podemos.

Quant à la Palestine, sujet brûlant de l'heure, on en discuta, en particulier avec Michel Warschawski, militant internationaliste israélien, ainsi qu'avec Tarek Ben Hiba, Alima Boumediene et Bernard Ravenel.

Bref, comme il se doit en une Université d'été politique qui se respecte, on a pu se former, réfléchir et débattre...

Et l'actualité ? Disons que, faute d'Estivales du Front de gauche, cette Université d'Ensemble permit que le Front de gauche se rencontre et débattre, y compris avec des représentants d'autres forces. La grande table ronde du jeudi matin, présidée par Jean-François Pellissier, et où Clémentine Autain parlait pour Ensemble !, a en effet réuni Pierre Laurent pour le PC, Martine Billard pour le PG, Marie-Christine Vergiat, eurodéputée du Front de gauche, Anne Casalini du PCOF, Delphine Helle de Gauche unitaire, donc toutes les composantes du Front de gauche, même si Lucien Jallamion de République et socialisme, présent le lundi n'avait pu rester jusqu'au jeudi... Ainsi que, hors Front de gauche, Sandrine Rousseau d'EELV et Christian Zueras du NPA. Jean-Yves Lalanne, maire socialiste de Billère et membre du CN du PS, prit également la parole.

On avait compris avec la formation du nouveau gouvernement que la crise politique, qui prenait un nouveau cours, s'invitait à notre Université. Il était d'une grande importance de pouvoir débattre des analyses et des propositions des uns et des autres.

Une bonne préparation pour les rendez-vous à venir... Et, au final, quand une université d'été se passe aussi bien, au moment de se séparer la question est évidemment : où et quand la prochaine ? ■

François SITEL

Rencontres

En amont du prochain congrès des Alternatifs, et pour préparer l'avenir, une réunion nationale des Alternatifs s'est tenue cet été à Vaulry.

Elle réunissait des *alters minos*, des sympathisant-e-s, des alters ayant participé à Ensemble, et des nouveaux et nouvelles venu-e-s intéressé-e-s par notre parti mouvement. Au total, une quarantaine de participant-e-s venu-e-s des régions Alsace, Provence Alpes Côte d'Azur, Limousin, Ile de France, Bretagne, Midi Pyrénées, Centre, Basse Normandie et Nord Pas de Calais.

Les journées de Vaulry seront pour le mouvement autogestionnaire un nouvel élan. L'autogestion s'est déclinée sur tous les sujets, dans les relations entre les gens, dans notre tête et nos pratiques.

Nous nous sommes rappelés pourquoi depuis 1968, des femmes et des hommes ont choisi de porter, souvent à bout de bras, ce qu'on appelait à l'époque les fronts secondaires : écologie politique et radicale, féminisme, solidarités réelles - nous préférons le terme d'utopies concrètes - tout cela avec un état d'esprit bien spécial : l'autogestion qui sous-tend la solidarité et l'exigence d'une qualité de vie pour toutes et tous, notamment à l'égard des minorités sociales, économiques, culturelles, politiques, la non-violence, l'initiative individuelle, les dynamiques collectives qui fragilisent le système capitaliste - coopérative- vive les fralib- etc....

Nous nous sommes rappelés que l'engagement dans et avec les mouvements sociaux était au cœur de notre ADN et que la participation aux séquences électorales devait permettre de promouvoir, de conforter, de relayer ces utopies concrètes en frappant le système capitaliste dans son outil le plus pervers : les institutions "représentatives".

Nous nous sommes rappelés que l'union électorale ne pouvait pas réduire le nécessaire travail de recherche d'une méthode et d'une unité d'action quotidienne pour renverser le système capitaliste. L'union électorale empêche d'avoir un horizon plus éclairé et entraîne une hiérarchisation des priorités qui relègue au

de Vaulry

second rang les préoccupations pourtant vitales de chacun.

Les journées de Vaulry ont été joyeuses et studieuses. Elles ont permis à des gens venus des quatre coins de la France de parler de leur mouvement, de leurs idéaux, et leur avenir. Un avenir qui s'écrit au présent et au futur avec un objectif simple : maintenir un mouvement autogestionnaire qui, tout en étant viscéralement ancré dans les mouvements sociaux, sait engager une bataille électorale comme on mène toutes les batailles qui conduisent à une réelle alternative au système capitaliste.

Les Alternatifs : Échec ou Crise ?

La crise que traversent les Alternatifs nous a amenés à organiser ces rencontres. Le constat partagé de l'échec dans le Front de Gauche et dans Ensemble n'a pas fait l'objet de nos travaux. Les participant-e-s aux journées de Vaulry ont collectivement acté un bilan négatif des alliances, essentiellement matérialisé par le renoncement à un de nos piliers fondamentaux, l'autogestion, non repris par Ensemble.

Les objectifs de ces rencontres se sont donc concentrés sur les conditions du maintien des Alternatifs.

Nous avons travaillé sur :

- L'identité des Alternatifs, ce qui nous est propre, notre histoire, notre héritage.
- Quelles conditions pour le maintien des

Alternatifs ou la création d'une nouvelle forme d'organisation.

- Les moyens à mettre en œuvre pour continuer à faire vivre nos quatre piliers : le féminisme, l'écologie, l'autogestion et la solidarité.

En préalable, en forme de bilan autocritique, nous avons ciblé les raisons pour lesquelles nous étions réuni-e-s et les dysfonctionnements que nous ne voulons plus.

- Fonctionnements internes contraires à notre conception de l'autogestion :
 - circulation de l'information nébuleuse
 - organisation pyramidale
 - système "votatif" induisant des "minorités" non prises en compte dans le mouvement
 - manque de transparence financière
 - manque de rotation des responsabilités

- Reniement de nos axes fondamentaux :
 - Stratégie électoraliste au détriment de notre présence dans les mouvements sociaux, forums sociaux et sur le terrain des luttes.
 - Stratégie d'alliance guidée par la peur de disparaître et par la volonté de "peser" dans le Front de Gauche, au détriment de rapprochements avec des organisations proches de notre identité.

Ces écueils nous confirment l'enjeu et l'importance de poursuivre les Alternatifs en prenant soin de faire évoluer les fonctionnements pour ne pas retomber dans des stratégies mortifères incompatibles avec nos valeurs.

Pour finaliser le projet des Alternatifs il nous restera à préciser les relations entre « Autogestion / Écologie / Féminisme / Solidarités », qui constituent l'identité et la spécificité des Alternatifs ?

Pourquoi ces quatre axes, pourquoi pas d'autres, quelle logique sous-tend notre identité ? N'y-a-t-il pas priorité de l'un des piliers par rapport aux autres ou au contraire qu'est-ce qui faisait qu'ils étaient indissociables, l'un appelant l'autre ?

Ce qui se vérifie en quelque sorte quand on fait le constat de ce qui différencie les Alternatifs des autres organisations qui se retrouvent en

particulier dans Ensemble :

- ainsi du quasi abandon de l'autogestion
- ainsi aussi du traitement fait à la question de l'écologie minorée ou falsifiée à travers ce qui est désigné comme écosocialisme
- ainsi du féminisme qui ne saurait se réduire à la "parité"
- le pilier "solidarités" a moins donné lieu à réflexion.

Enfin on peut, pour montrer la liaison et ce qui circule entre les quatre piliers :

- Partir au niveau du raisonnement du pilier Écologie
 - du fait que l'homme agit sur son environnement (et lui-même comme être vivant) et, en contraire le renouvellement ;
 - du fait que les ressources ne sont pas illimitées

Pour introduire la nécessité de la transition écologique.

Or celle-ci ne peut se réaliser qu'en parallèle d'une transformation des modes de production et en particulier du mode dominant (transition d'un mode de production à un autre).

- Ce qui nous renvoie au pilier Autogestion et Autoadministration
 - refus de la domination
 - vers la fin de l'exploitation et de l'aliénation
 - émancipation dans toutes ses dimensions

- Ce qui nous renvoie au pilier Solidarités
 - par le refus de toutes les formes d'exclusion, d'exploitation et d'aliénation
 - et la recherche de coopérations dans les rapports avec les autres (depuis les espaces locaux, régions, États) ;

- le pilier Féminisme est partie à la fois du pilier autogestion et du pilier solidarités.

Et la qualité de vie dans tout ça ?

A propos de la réflexion sur la Finalité ou la Visée (vers une société sans classe / vers une société humaine / vers l'humanité libérée ...), nous avons forcément rencontré la thématique de la qualité de vie pour toutes et tous, comme objectif et visée.

Or, en examinant quelques unes des situations intolérables et / ou mutilantes de l'humain (« sans papiers », sans logis, sans travail, travail non choisi, ou dévoreur de temps, d'énergie, etc), on s'aperçoit que cette notion peut se

Poésie, parce que la culture a aussi été au cœur de nos débats

Vaulry, l'échappée aux camarades

*Les arbres, assis dans l'ocre du matin
cherchent horizontalement
à coiffer la maison de l'homme,
cachent le noir de leurs branches
sous des bouquets de métal fondu
et les feuilles découvrent l'argent de leur
ventre
à ceux qui lèvent les yeux,
y cherchent un chemin vertical.*

**Claude Vancour
(Vladimir)**

décliner bien différemment selon les un-e-s ou les autres, et questionne quant à son « universalité » (les « besoins » humains?).

MARX désignait la société libérée / humaine quand tout un chacun pourrait sans entrave. « Cueillir la fleur vivante », une belle métaphore à méditer.

Rétablir un fonctionnement autogestionnaire : consensus, travail horizontal

Notre mouvement repose sur des valeurs indiscutables qui font consensus. Il suffit pour s'en persuader de relire le Préambule et les Dispositions Générales de nos statuts.

Nos activités sont multiples, nous

agissons en fonction de nos moyens et aussi de nos limites.

Nos militant-e-s font souvent un travail harassant, épuisant, souvent peu rentable électoralement parlant, mais néanmoins passionnant.

Et pourtant, en y regardant de près, on a l'impression qu'il y a quelque chose qui cloche, qui ne colle pas avec nos fameux piliers : l'autogestion, le féminisme, l'écologie, les solidarités.

En fait, nous avons un fonctionnement et des méthodes de travail (surtout au niveau national) assez classique, nous ne réussissons pas à nous mettre à la hauteur de l'enjeu.

Le collectif, une notion à privilégier. Appliquer des méthodes d'éducation populaire pour animer nos rencontres contribue à faciliter ce fonctionnement. Des méthodes où on apprend à écouter

l'autre, pour mieux le comprendre et faire ensemble ; où on parle à tour de rôle, sans se couper la parole, où on respecte la parole de toutes et tous, où on synthétise, où on fait des débats mouvants, etc, etc....

Mais en participant aux coordinations et aux congrès, force est de constater qu'on est très loin de tout ça !

La pyramide de la Démocratie active se construit à partir de nos pratiques locales pour atteindre une dimension globale.

Voilà pourquoi il faut privilégier la notion du Collectif.

Une notion qui signifie l'absence de Chef-fe, de Porte Parole, de Président-e, cela devrait nous faire réfléchir et nous rappeler qu'il y a quelques années avait été lancée l'idée: tous et toutes président-e-s, tous et toutes citoyen-ne-s,

CONSENSUS

Nos débats à Vaulry ont marqué une volonté de réinscrire le consensus comme mode de décision principal. Cependant, ce concept a besoin d'être discuté et mieux défini pour que chacune et chacun s'en sente pleinement partie prenante. Les participantEs à la rencontre de Vaulry ont demandé à Roger Winterhalter une première contribution sur le consensus.

Lors de nos congrès, l'habitude a été prise de conclure des débats par des votes répétitifs qui bien souvent lassent les militant-e-s présent-e-s, démobilisent les perdants « qualifiés de minoritaires » et confortent une majorité qui, volontairement et même parfois inconsciemment, oublie en cours de route les « autres ». Et pourtant, et pourtant nous ne cessons de dire et de répéter : - qu'il faut s'enrichir de nos diversités - qu'il faut se respecter les uns, les autres. A ceci je rajoute : N'oublions pas que tous les êtres humains sont doués et qu'il faut le vérifier à l'expérience. Et que par ailleurs la révolution qu'elle soit lente, rapide ou tout simplement permanente signifie que dans nos réflexions, notre manière de faire, nous devons contribuer à assurer le plein épanouissement de chaque individu avec le souci de réaliser le Bien Commun dans le cadre d'une Solidarité Collective. En prenant connaissance de ces quelques vérités, on se rend compte que la notion de vote n'a rien à voir avec notre démarche autogestionnaire. Voilà

pourquoi face à des situations concrètes, il s'agit d'abord nos divergences de manière moins conflictuelle ; plus décontractée et... surtout avec le souci permanent de rester fidèle aux principes que je viens d'évoquer. Ceci suppose qu'il nous faut apprendre ou réapprendre à nous écouter, pour être à même de mieux nous comprendre, afin de nous donner les moyens de FAIRE Ensemble (et non dans Ensemble!). Concrètement cela signifie que systématiquement, à tour de rôle les uns s'expriment, alors que les autres s'engagent, se forcent en quelque sorte à les écouter et vice et versa. Parallèlement une ou plusieurs personnes (des modératrices ou des modérateurs) en font une Synthèse, soulignent les convergences et aussi les divergences et surtout nous font découvrir nos ressemblances. En cas de divergences fondamentales, persistantes on reprend l'exercice et on reliste les convergences, on souligne les divergences dans le but de les dépasser et on examine la possibilité de mettre en application, on fait le Pari d'Expérimenter le FAIRE. Si des désaccords profonds subsistent, on envisage la possibilité de prendre deux options différentes, en laissant aux uns et aux autres le soin d'appliquer sur le terrain leurs options, tout en se réservant la possibilité de « converger » ultérieurement. En notant ces quelques idées qui, réflexion faite, ne me semblent pas compliquées à mettre en application, je me dis naïvement peut-être : il suffit d'être convaincu de la justesse de la démarche, d'être ouvert aux idées des autres, de ne

pas s'appuyer sur des certitudes et de faire tout simplement preuve de bon sens. Et alors, si toutes ces conditions sont réunies, eh bien ! On peut tenter l'aventure. Concrètement, en ce qui nous concerne, cela signifie que, à l'approche du Congrès, des représentants des diverses options (dans et en dehors du Front de Gauche et d'Ensemble!) se retrouvent autour d'une table et appliquent la méthode que je viens de proposer tout en précisant que ce n'est pas la seule. Ils réussiront peut-être à rédiger une motion commune qui sera soumise à un vote pour respecter les statuts actuels, et en cas de divergences persistantes certain-e-s adhéreront peut-être à Ensemble! tout en continuant à rester aux Alternatifs, la double appartenance étant possible, quant aux autres ils resteront aux Alternatifs, ils mettront en application une autre manière de fonctionner, ils se retrouveront parfois avec Ensemble!, parfois en dehors avec d'autres organisations politiques et citoyennes ou tout simplement avec des personnes désireuses de mieux vivre ensemble, dans et en dehors du Front de Gauche et en fonction des circonstances. Et plus je réfléchis, plus je suis convaincu que c'est du domaine du possible. L'avenir nous dira si cette utopie est réalisable. Et sinon eh bien ! Un certain nombre d'entre nous est décidé à poursuivre l'aventure avec celles et ceux qui, dans et en dehors des Alternatifs, sont effectivement prêts à se passionner pour le sujet, à s'enrichir de leurs diversités, à redonner de l'espoir, bref à militer, vivre ensemble autrement. ■

Roger WINTERHALTER

l'apparition de référent-e-s, de citoyens, de militant-e-s actifs et actives qui se retrouvent à intervalles réguliers pour partager leurs utopies, leurs réflexions, leurs idées.

Concrètement cela signifie que notre mouvement doit afficher un fonctionnement véritablement collectif afin d'impliquer l'ensemble des adhérent-e-s et même d'autres personnes extérieures à l'animation, la gestion de nos affaires et leur faire découvrir que la politique c'est l'affaire de tout le monde.

Le consensus

Lors de nos congrès, l'habitude a été prise de conclure des débats par des votes répétitifs qui bien souvent lassent les militant-e-s présent-e-s, démobilisent les perdants « qualifiés de minoritaires » et confortent une majorité qui, volontairement et même parfois inconsciemment oublie en cours de route les « autres ».

Et pourtant, et pourtant, nous ne cessons de dire et de répéter :

- qu'il faut s'enrichir de nos diversités
- qu'il faut se respecter les uns, les autres

N'oublions pas que tous les êtres humains sont doués et qu'il faut le vérifier à l'expérience. Et que par ailleurs la révolution qu'elle soit lente, rapide ou tout simplement permanente signifie que dans nos réflexions, notre manière de faire, nous devons contribuer à assurer le plein épanouissement de chaque individu avec le souci de réaliser le Bien Commun dans le cadre d'une Solidarité Collective.

En prenant connaissance de ces quelques vérités on se rend compte que la notion de vote n'a rien à voir avec notre démarche autogestionnaire.

Voilà pourquoi face à des situations concrètes, il s'agit d'aborder nos divergences de manière moins conflictuelle, plus décontractée et... surtout avec le souci permanent de rester fidèle aux principes précités.

Lister les convergences, souligner les divergences dans le but de les dépasser et examiner la possibilité de mettre en application, d'expérimenter.

Si des désaccords profonds subsistent, on envisage la possibilité de prendre deux options différentes, en laissant aux uns et aux autres le soin d'appliquer sur le terrain leurs options, tout en se réservant la possibilité de « converger » ultérieurement.

Peut-être qu'il suffit d'être convaincu de la justesse de la démarche, d'être ouvert aux idées des autres, de ne pas s'appuyer sur des certitudes. Et alors si toutes ces conditions sont réunies et bien on peut tenter l'aventure.

Pour faire quoi ? Comment ?

Retrouver notre place dans les mouvements sociaux (antinuc, Alternatiba, Cap 21, forums sociaux...), et donner de la visibilité politique large aux mouvements sociaux locaux, aux actions de terrain, qui ne se projettent pas forcément dans une dimension plus transversale, là où elles se développent, mais qui peuvent constituer des expérimentations à faire vivre, connaître, reproduire, comme la démonstration qu'un autre champ des possibles existe.

• La forme et les pratiques

La situation est grave : il ne s'agit plus d'établir des rapports de force entre organisations, de privilégier sa boutique, d'essayer de tirer son épingle du jeu en vue des prochaines échéances électorales : c'est le Monde qu'il faut changer. C'est la faillite d'un système où certaines et certains vivent dans l'exclusion et la

précarité alors que d'autres gèrent le superflu et l'opulence.

Face à cette situation véritablement dramatique, à ce phénomène de haine, de rejet de l'autre, de l'étranger, qui se banalise dans nos quartiers, nos villes, nos campagnes, il est grand temps que des militant-e-s qui se disent Alternatifs et toutes celles et ceux qui se sentent concerné-e-s (les allié-e-s politiques, les mouvements citoyens et des individus) se mobilisent, se mettent en guerre contre celles et ceux qui accaparent le Pouvoir, l'Avoir et le Savoir.

Cette insurrection se fera dans des formes d'organisation alliant nos activités locales à une dimension mondiale (en d'autres termes du local au global).

Cette manière de faire et de s'organiser devra être menée dans le cadre des Alternatifs.

Les pratiques, les utopies concrètes seront au centre de nos débats, elles concernent des projets, des actions, des expériences menées sur le terrain. Cela suppose la rédaction de Fiches d'Expériences reprenant nos activités, l'établissement d'un inventaire, d'une liste de personnes ressources, de référent-e-s en quelque sorte en capacité d'intervenir dans tel ou tel domaine.

Et c'est à partir de ces bases que nous imaginons :

- des groupes locaux, régionaux et nationaux ayant des pratiques véritablement autogestionnaires et où la notion de consensus soit privilégiée par rapport au système votatif
- la mise en place à tous les niveaux de collectifs se partageant les responsabilités, c'est à dire la coordination, l'animation, la gestion administrative, la gestion financière
- la tenue de rencontres régulières selon les possibilités et les limites des personnes concernées c'est à dire des rencontres locales mensuelles, des rencontres régionales trimestrielles, des rencontres nationales également trimestrielles (dans les diverses régions dont et pas exclusivement la région parisienne) et une Assemblée générale annuelle.

C'est pour soutenir ce projet, cette démarche, cette volonté de faire vivre une organisation, un parti-mouvement véritablement ancré dans l'alternative que nous appelons celles et ceux qui partagent nos aspirations à rejoindre le mouvement et contribuer à faire vivre Les Alternatifs, ni contre Ensemble, ni contre le Front de Gauche, mais à leur côté quand ce sera possible, sans renier nos engagements. ■

IMPRESSIONS...

Vaulry c'était Formidable !

Deux jours dans les Monts de Blond, en Limousin, dans une nature paisible entre les vaches, les moutons, les ânes, ...les champignons.

La bonne humeur, la bienveillance et l'écoute ont servi de fil conducteur à nos débats.

En petits groupes puis collectivement nous avons réfléchi, analysé, puis précisé tout ce qui nous rassemble depuis des années, tout ce qui fait consensus entre Alternatifs, tout ce que nous voulons continuer. Nous avons aussi cerné les dérives qui ont failli nous diviser, comment les éviter, comment relancer notre mouvement actuellement "en sommeil", et toujours dans le même esprit d'écoute et de mutualisation. Nous avons envie que notre mouvement soit un outil politique et qu'il ne soit pas dévoyé. Nous avons envie qu'il porte dans ses actes et ses alliances diverses et indispensables l'écologie, le féminisme, les solidarités, en s'appuyant inlassablement sur l'autogestion qui me semble être la clé de voûte de notre construction.

Des textes collectifs ont été rédigés et continueront de l'être jusqu'au congrès, celui-ci n'est qu'une impression personnelle, partagée, j'en suis sûre, par les présents à Vaulry.

Que vivent les Alternatifs !

Foire à l'autogestion 2014 : un bilan contrasté

La 3e Foire à l'autogestion s'est tenue à Montreuil du 28 au 29 juin 2014. L'événement, soutenu par 81 structures (syndicats, coopératives, associations et organisations politiques), 1.280 personnes y ont participé au total, malgré une météo exécrable tout le week-end.

Le bilan de la Foire à l'autogestion 2014 est contrasté.

Parmi les éléments positifs, il y a la tenue d'un événement important, pour la 3e fois consécutive, entièrement autofinancé, sans gros budget, avec une implication plus large de militantes et de militants tous bénévoles.

Le contenu politique de la Foire nous semble également en progression, avec des forums d'un bon niveau et bien suivis (le programme est encore disponible en ligne). Et la programmation culturelle était à la hauteur, grâce au concert de Moussu Tei Jovents, à la chorale Chants rebelles, et à Un aller simple, émouvante pièce de théâtre écrite et jouée par des travailleurs sans papiers de Montreuil.

Cette année, outre le village du logiciel libre, l'atelier d'autoréparation de vélos, l'espace cinéma, la buvette et la cantine autogérées, la Foire à l'autogestion a accueilli, pour la première fois, une rencontre professionnelle : celle de la boulangerie alternative, avec une dizaine de structures participantes. Dans le même esprit, le débat « Autogestion et cinéma » a permis la rencontre de plusieurs groupements alternatifs de production et de diffusion, dans une logique d'entraide.

Ces deux dernières initiatives étaient particulièrement importantes pour la Foire, qui aspire à être à la fois un catalyseur des expériences alternatives, un carrefour militant et un lieu de découverte largement ouvert.

C'est sans doute sur ce dernier point qu'il nous faudra avancer. La fréquentation n'a pas progressé cette année, malgré l'installation de la Foire dans le paysage. Nous devons, en vue de l'édition 2015, continuer à innover pour éviter la routine.

En conclusion, on ne peut que se réjouir de voir le concept essaimer. Après Montreuil et Toulouse, le Gard et le Finistère ont organisé leur propre Foire à l'autogestion. D'autres départements suivront. Bref, l'objectif de réaffirmer l'existence – multiforme – d'un courant autogestionnaire nous semble atteint. Reste à donner plus de force à l'autogestion pour en faire un outil de résistance et de rupture avec le système capitaliste.



% ATTAC %

Une rentrée

L'université d'été européenne des mouvements sociaux à l'initiative d'ATTAC s'est tenue à Paris du 19 au 23 août. Plus de 2000 personnes venant de 44 pays, dépassant largement le cadre de l'Europe, s'y sont rencontrées et retrouvées pour faire le bilan des attaques du monde capitaliste, pour recenser et partager les luttes et alternatives et préparer nos ripostes à venir.

Cette participation massive et au delà des attentes des organisateurs (ATTAC Europe) peut être qualifiée de véritable succès. En témoignent les salles des forum (des plénières) et des séminaires archi-pleines où il fallait se faufiler pour s'asseoir par terre, malgré la mise à disposition de l'université Paris 7 – Diderot.

La configuration des bâtiments autour d'un large espace avec pelouse a favorisé les moments de convivialité autour des repas, des animations et conférences gesticulées plus ou moins improvisées. Heureusement que le soleil était là, même sans la chaleur.

Les thèmes proposés étaient de ceux abordés habituellement dans les Forums Sociaux. D'ailleurs, ATTAC n'hésite pas à inscrire l'événement dans la « *dynamique des moments forts du mouvement altermondialiste*. » La majeure partie des 150 forums et séminaires proposaient des analyses; mécanismes de domination par la finance, notamment les politiques d'austérité en Europe; mais aussi du système de la dette qui concerne le Sud comme le Nord, marchandisation des biens communs, traités économiques



en fanfare

type grand traité transatlantique.

De nombreuses discussions visaient à partager les pratiques militantes et la mise en réseau des luttes, particulièrement en prévision des mobilisations à venir.

Cependant, si les femmes étaient aux « tribunes » avec parfois uniquement des intervenantEs, les questions féministes et celles sur le chômage étaient faiblement représentées; peu de séminaires et la question de la RTT totalement absente.

De nombreux invités venaient d'Afrique, du Moyen Orient et du continent américain; à noter la présence de l'organisation Global Grassroot Justice, un réseau regroupant de nombreux mouvements populaires états-uniens plus ou moins locaux qui luttent pour plus de justice sociale.

En ce qui concerne la France, une grande place a été accordée à Alternatiba à la fois dans les séminaires où ils ont permis de présenter des luttes organisées au cours de la dernière année, et avec un espace dédié qui présentait en détail le Tour Tandem du 5 juin au 26 septembre 2015 en préparation de la conférence de l'ONU sur le climat à Paris en décembre 2015.

Histoire de ne pas rester « isolés » dans notre université, dans ce quartier tout neuf où de nombreuses banques et institutions sont nouvellement installées, nous avons organisé une manifestation jusqu'à la Caisse des Dépôts et Consignations pour réclamer le retour à son objet initial : collecter l'épargne populaire aux fins de financement du logement social. En conclusion, cet événement a été une belle réussite tant en nombre de participantEs, que d'organisation matérielle, dans les thèmes abordés et la dynamique qui s'en dégageait. De quoi donner de l'énergie pour les luttes !

Nathalie MARCU



A Quimper, 10 ans de combat sur l'eau

LUTTE

EAU

C'est l'aboutissement de 6 ans de lutte de Eau Secours 29 pour un retour en gestion publique de l'eau que nous n'avions pas réussi à faire aboutir, mais aussi d'une bataille débutée avec notre association de quartier en 2004 qui avait duré 4 ans contre Véolia. Nous l'avions gagnée et Véolia avait été condamné à rembourser 55 familles pour des sommes allant jusqu'à plusieurs milliers d'euros. Un combat associatif pour lequel les Alternatifs de Quimper se sont amplement impliqués

Cette fois ci, en ce qui concerne Quimper Ville, la délibération du conseil municipal du 17/12/2010 est annulée par le Tribunal Administratif en raison principalement « du mauvais fonctionnement de la CCSPL (Commission consultative des services publics locaux) qui n'a pas fourni d'avis aux élus », ceci étant considéré comme un manquement à leur information.

C'est une annulation totale de cette délibération et donc une annulation du règlement de service de l'eau.

Etant donné que la compétence de la gestion de l'eau a été donnée, 1 an après, à Quimper Communauté, nous ne pensons pas qu'une nouvelle délibération sera effectuée. Toutefois, nous allons examiner la possibilité de recours pour les abonnés qui auront eu des litiges pendant cette période d'un an.

D'autres points ont été jugés par le Tribunal Administratif et pourront nourrir les travaux de la CCSPL à laquelle nous souhaitons être intégrés.

La municipalité précédente, battue lors des dernières élections par le candidat UMP, avait refusé notre candidature (pour information, son maire socialiste, Bernard Poignant, était conseiller de François Hollande).

Ce maire avait aussi refusé toute discussion sur ce sujet et n'avait pas tenu compte d'une pétition de 3400 signatures que Eau Secours 29 avait organisée pour un retour en gestion publique de l'eau.

Pour Quimper Communauté, la délibération du 9/12/11 est

également annulée.

La victoire est partielle par rapport à Quimper Ville, mais le jugement du TA en ce qui concerne l'article 3.2 considère, je cite que « la mise à la charge de l'abonné des frais de réalisation de l'abri destiné à protéger le compteur ne répond pas à des caractéristiques particulières du service et apparaît en ce qu'il exonère le distributeur du financement de la protection de sa propriété abusive et est, par suite illégale »

Ces 2 jugements pourraient être utilisés par les associations comme jurisprudence. Eau Secours 29 a envoyé une lettre au nouveau maire pour demander son intégration à la CCSPL, la réponse ne s'est pas fait attendre, il va convoquer une réunion des différentes parties dont Au Secours 29 pour une révision du règlement de service de l'eau. Un maire UMP serait-il plus démocrate qu'un ex maire PS ? Attendons la suite des événements...

Edouard RYCKEBOER



UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

Chômage, précarité, exclusion et pauvreté, inégalités femmes/hommes, guerres... Le Monde est à transformer. La mondialisation capitaliste marginalise des millions de personnes et met en péril l'équilibre écologique de la planète. Nous voulons un autre Monde. Il se construit de mobilisations en forum sociaux. Nous affirmons qu'il est possible de construire une gauche alternative pour une société solidaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

★ ROUGES

Les Alternatifs agissent pour un nouveau projet d'émancipation sociale; un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes; un projet pour l'égalité et contre toutes les discriminations, contre toutes les dominations, le racisme, l'homophobie. Contre le capitalisme ultra-libéral et autoritaire qui détruit les acquis sociaux et marchandise nos existences, nous défendons pour toutes et tous le droit à un revenu permettant une vie épanouissante, le droit au logement, à la santé, à l'éducation et à la culture.

Face à l'offensive libérale planétaire, il faut un changement radical et profond: Une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant des mobilisations sociales, d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques).

Les Alternatifs sont partisans de la convergence des luttes et internationalistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du Monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.



AUTOGESTIONNAIRES

La transformation radicale de la société nécessite la mobilisation, l'engagement de toutes et tous, une démocratie active:

Dans le champ économique: nouveaux droits pour les travailleurs; remise en cause des hiérarchies; développement du contrôle des salariés sur la marche des entreprises et la finalité de la production; appropriation sociale. Nous sommes favorables à la reprise ou à la création autogestionnaire des entreprises par leurs salariés.

Nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment

en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Il y a urgence pour les quartiers populaires et les zones rurales.

Dans le champ politique: développement de la démocratie directe (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...); contrôle et révocabilité des élu(e)s par les citoyen(ne)s; droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections..

Pour une Europe sociale, écologique et démocratique; pour des institutions internationales au service des Peuples.



VERTS

Nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais nous dénonçons la logique du profit et du

productivisme. La crise écologique est là avec les perturbations climatiques. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alter-développement est notre réponse pour le futur: Agriculture paysanne et autonomie alimentaire; refus du pillage des ressources naturelles; aménagement équilibré des territoires et relocalisation des activités; abandon du nucléaire; politique globale d'économies d'énergie et de recours aux énergies renouvelables; utilité sociale plutôt que règne de la marchandise.

L'écologie est une dimension essentielle de notre projet d'émancipation; un projet à l'échelle de la planète.



FEMINISTES

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs tant que les femmes auront un statut mineur.

Les Alternatifs combattent pour l'émancipation de toutes et tous, pour la conquête de droits fondamentaux. Pour une égalité réelle entre femmes et hommes: Politique, avec une parité effective; sociale et professionnelle, contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales; dans la sphère privée. Pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes. Pour des structures d'accueil de la petite enfance. Pour un changement de regard sur l'éducation des enfants et le développement de structures d'accueil adaptées aux besoins des parents



PAS D'AUTRE POLITIQUE SANS POLITIQUE AUTREMENT

Crise de la représentation politique, crise de l'engagement, replis sur soi... Il est urgent de faire de la politique autrement. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent à nos modes de fonctionnement: l'adhérent-e n'est ni un petit soldat ni un carriériste. Il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Notre mouvement est un lieu de coordination et d'échanges, d'implication dans les luttes, d'élaboration collective et de débats. Les

responsables nationaux sont des bénévoles, mandatés par la coordination des groupes locaux. Ils appliquent les décisions prises par celle-ci.

Les Alternatifs sont une formation politique ouverte et unitaire. Pour eux, luttes sociales et action politique doivent converger sur

un pied d'égalité. Ils sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais ils refusent les dérives gestionnaires et la politique-spectacle. L'action collective, la construction d'un projet d'émancipation sont primordiaux.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, actifs dans les Forums Sociaux, nous sommes partie prenante du mouvement altermondialiste.